

Compte rendu du Conseil Municipal du 2 juin 2016 à 18h30 réuni sous la présidence de Monsieur Eric PENSO, Maire

Etaient Présents : Eric PENSO – France GABORIT – Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD - Gilles CHRETIEN Séverine TEILHARD-RIOLA (*Départ affaire 13 – Représentée par Christine DAVY*) - Thierry NOEL Servane BESSOLES - Yves FANJAUD - Monique BARON - Gilles DUTAU – Gabrielle CROUZIL - Guy MARTRE Christine DAVY - Simon UGUEN - Marjolaine AVENTURIER – Julien BASCOUL (*Départ affaire 9 – Représenté par Eric PENSO*) – Vincent MEYNIER - Vanesa DEDIEU – Guy FILLET - Michel CHASTAING – Bernard DUVIC Marie-Noëlle SIBIEUDE – Cécile PAGES.

Etaient Représentés : Brigitte MIAS représentée par Servane BESSOLES
Guillaume BUREL représenté par Thierry NOEL
Anne VINCENT-FAGOT représentée par France GABORIT

Etaient Absents : Faouzia DAHMANE
Philippe FOULON

Nombre de conseillers :

- En exercice : 29
- Présents : 24
23 à partir de l'affaire 9
22 à partir de l'affaire 13
- Votants : 27

00 - AFFAIRES GENERALES - Approbation du Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 14 avril 2016

Le Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 14 avril 2016 est adopté à l'unanimité.

01 – AFFAIRES GENERALES - Application de l'article L 2122-23 du Code général des Collectivités Locales

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 14 avril 2016 et qui sont les suivantes :

- **Décision 2016-013 du 15 avril 2016 :** Conclusion d'un marché de travaux de débroussaillage avec l'entreprise JPL Paysagiste, d'un montant de 7 492,00 € HT,
- **Décision 2016-014 du 19 avril 2016 :** Conclusion d'un contrat de location concernant le logement n° 207 de la Résidence les Pins, sis rue du Romarin, avec M. SEDDIG ABDALLA Ayoub, pour un montant mensuel de 370,00 € mensuels,
- **Décision 2016-015 du 28 avril 2016 :** Conclusion d'une convention de mise à disposition d'emballage pour le gaz avec la société LINDE France SA, d'une durée de 3 ans, pour un montant annuel de 511,20 € TTC.
- **Décision 2016-016 du 03 mai 2016 :** Désignation du Cabinet MARGALL D'ALBENAS pour défendre les intérêts de la commune devant le tribunal correctionnel dans une procédure concernant Monsieur Bernard CAIZERGUES et relative à des infractions en matière d'urbanisme.
- **Décision 2016-017 du 19 mai 2016 :** Conclusion d'un contrat de prêts avec le crédit agricole, d'un montant de 500 000.00 €, d'une durée de 15 ans, au taux fixe de 1,61%, échéance trimestrielle, pour le financement des travaux dans les bâtiments et les équipements sportifs.
- **Décision 2016-018 du 24 mai 2016 :** Conclusion d'une convention d'occupation précaire avec astreinte du logement sis 1 rue du Paraguay, avec M et Mme KETTERER, d'une durée de 12 mois et d'un loyer mensuel de 425,00 €,

- **Décision 2016-019 du 26 mai 2016** : Conclusion d'un marché de travaux avec l'Entreprise JPL Paysagiste pour la mise en sécurité des arbres du Parc Leenhardt, d'un montant de 7 344,00 € HT.

Le Conseil Municipal prend acte de ces décisions.

02 – AFFAIRES GENERALES - Etablissement de la liste préparatoire du jury d'assises pour l'année 2017

Conformément aux articles 261 et suivants du code de procédure pénale, Monsieur le Maire rappelle qu'il doit être procédé comme chaque année à l'établissement de la liste préparatoire du jury d'assises pour l'année 2017.

Cette liste est établie à partir d'une liste préparatoire constituée par chaque commune qui procède au tirage au sort d'un certain nombre de personnes.

Il indique que le nombre de personnes à tirer au sort est égal au triple du nombre de jurés fixé pour chaque Commune par arrêté préfectoral.

L'arrêté préfectoral du 31 mars 2016 ayant fixé à 4 ce nombre, pour la Commune de Clapiers, il devra être procédé au tirage au sort de 12 personnes.

A cet effet, il indique que la Commune est dotée d'un logiciel pour les élections qui effectue automatiquement ce tirage au sort.

Le tirage qui a été effectué à partir de ce logiciel propose les personnes suivantes :

NOM – Prénom	Adresse
BESNARD Nicolas	22, rue Joseph Delteil – 34830 CLAPIERS
BLANC ép. LAPEYRE Brigitte	7, rue Jean-Marie Condorcet – 34830 CLAPIERS
CORNILLOT Emmanuel	95, allée du Bois du Prieur – 34830 CLAPIERS
DEDIEU Jean-Pierre	11, plan des Rayons d'Oc – 34830 CLAPIERS
DENJEAN Didier	26, rue Bizet – 34830 CLAPIERS
D'HENIN ép. CHAUWIN Monique	6, rue Paul Cézanne – 34830 CLAPIERS
GAZO Julie	12, rue de la Fontaine – 34830 CLAPIERS
ROQUES Jean-Louis	3, allée des Charmes – 34830 CLAPIERS
SAMBIAN ép. COSSIGNY Muriel	7, rue Reganas – Villa 14 – 34830 CLAPIERS
SANCH TOMMY	11, rue Frédéric Bazille – 34830 CLAPIERS
XATART Cédric	57, rue Bizet – 34830 CLAPIERS
GONIN Jeanne	170, rue de Bissargues – 34830 CLAPIERS

Il demande au Conseil Municipal de valider ce tirage au sort automatique et de procéder à la désignation des personnes ainsi tirées au sort.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de désigner les personnes sus mentionnées pour faire partie de la liste préparatoire du jury d'assise pour l'année 2017.

03 – AFFAIRES GENERALES - Fixation d'une caution pour la réservation des emplacements sur le marché de Noël

Madame BESSOLES, Adjointe déléguée aux festivités, protocole et marchés, indique au Conseil Municipal que la Commune organise chaque année un marché de Noël au mois de décembre avec la participation d'exposants.

Elle précise que des exposants peuvent réserver un emplacement et ne pas se présenter le jour de la manifestation sans aucun motif.

Elle indique qu'officialiser la demande d'emplacement par une caution de 100 € à l'inscription permettrait d'éviter ce genre de désagrément.

La caution serait restituée un mois au plus tard après le marché de Noël.

Par contre, elle ne serait pas restituée en cas d'absence non justifiée ou sans un courrier d'annulation datant de moins de 7 jours ouvrables avant la manifestation.

Elle propose au Conseil Municipal d'approuver cette mesure de mise en place de cette caution.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'instaurer une caution d'un montant de 100 € selon les modalités ci-dessus exposées.

04 – AFFAIRES GENERALES - Fixation du tarif des repas dans le cadre des manifestations culturelles

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que la Commune organise une « Balade Gourmande » dans le cadre de la découverte commentée du « Chemin des Peintres » en date du samedi 2 juillet 2016.

A cet effet, un repas sera proposé à la population s'inscrivant à cette manifestation.

Il propose au Conseil Municipal d'en fixer le tarif à la somme de 12 € et de l'appliquer à toute autre manifestation culturelle à venir.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de fixer le tarif des repas relatifs aux manifestations culturelles à la somme de 12 €.

05 – AFFAIRES GENERALES - Adhésion à la charte régionale « Objectif zéro phyto dans nos villes et villages »

Monsieur VINDOLET, Adjoint délégué à l'Agenda 21, indique au Conseil Municipal que des démarches sont engagées au niveau européen (directive - cadre sur l'utilisation durable des pesticides) et au niveau national (plan Ecophyto) pour une réduction de l'usage des pesticides en zones agricoles et non agricoles.

En Languedoc-Roussillon, la FREDON (Fédération Régionale de Défense Contre les Organismes Nuisibles) propose aux collectivités qui s'engagent à réduire leur utilisation de produits phytosanitaires d'adhérer à la Charte Régionale « Objectifs zéro phyto dans nos villes et villages », jointe en annexe.

Cette charte propose une démarche évolutive et valorisante pour tendre vers la suppression des pesticides.

Les objectifs visés concernent des enjeux à la fois sanitaires et environnementaux : protection de la santé du personnel chargé de l'entretien des espaces publics et celle des administrés, préservation et reconquête de la qualité des eaux.

L'engagement de la Commune dans la charte conduira à élaborer et mettre en œuvre un plan d'actions vers le zéro pesticide, des actions de formation des agents et d'information des administrés.

Il précise toutefois que depuis 2007 la Commune de Clapiers n'emploie plus de pesticides à l'exception du traitement du stade pelousé.

Cet engagement viendra donc mettre en valeur et formaliser une action qui existe déjà depuis de nombreuses années et qui est retranscrite par ailleurs dans le Plan d'Action de l'Agenda 21 de la Commune.

Il propose donc au Conseil Municipal :

- de s'engager en faveur de la réduction et voire de la suppression des pesticides sur la Commune dans le cadre de ses compétences,
- de solliciter l'adhésion de la Commune à la Charte Régionale « Objectifs zéro phyto dans nos villes et villages »,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- de s'engager en faveur de la réduction et voire de la suppression des pesticides sur la commune dans le cadre de ses compétences,
- de solliciter l'adhésion de la Commune à la Charte Régionale « Objectifs zéro phyto dans nos villes et villages »,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer toute pièce se rapportant à cette affaire

06 – AFFAIRES GENERALES - Mise en place d'un Comité de suivi pour l'Agenda 21

Monsieur VINDOLET, Adjoint délégué à l'Agenda 21 indique au Conseil Municipal que la Commune de Clapiers s'est engagée dans une démarche de développement durable depuis de nombreuses années.

Cette démarche a été officiellement reconnue en décembre 2013 par le Ministère de l'Ecologie et de l'Aménagement du Territoire au travers de la reconnaissance du Plan d'Actions Agenda 21 de la Commune de Clapiers.

Il rappelle que celui-ci s'articule autour de 6 grands enjeux qui sont les suivants :

- ENJEU N° 1 : Mieux se déplacer
- ENJEU N° 2 : Economiser les ressources Eau & énergies
- ENJEU N° 3 : Mieux vivre ensemble et favoriser la proximité
- ENJEU N° 4 : Assurer l'équilibre entre les espaces naturels, agricoles et urbanisés
- ENJEU N° 5 : Développer la responsabilité environnementale et sociale de la Mairie
- ENJEU N° 6 : Favoriser une bonne qualité de vie, une bonne santé

Par ailleurs 70 actions sont à mettre en place dans le cadre de ces enjeux.

Il indique que certaines d'entre elles ont déjà été mises en œuvre sous l'égide des différents élus délégués à l'agenda 21 qui se sont succédées sous la précédente et l'actuelle mandature.

Il apparaît toutefois utile, à présent, de mettre en place un modèle de gouvernance afin de faire vivre au mieux l'agenda21 de la Commune.

De ce fait il propose au Conseil Municipal de créer un comité de suivi de l'Agenda 21 dont le rôle serait d'examiner lors de discussions collectives l'avancée de l'Agenda 21, d'établir le bilan des actions passées et de préparer les réunions publiques.

Il demande l'avis du Conseil Municipal sur la création de ce comité de suivi.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de créer un comité de suivi de l'Agenda 21.

Ce comité serait composé de 8 élus désignés par le groupe majoritaire et de 3 élus désignés par les groupes minoritaires ainsi que des représentants de cinq associations. Celles-ci proposées actuellement seraient les suivantes : Mille Patte de Clapiers, Lez Vivant, Clap Bike, Chasse Saint-Hubert, Foyer du Romarin.

En ce qui concerne le groupe majoritaire, il propose les candidatures des personnes suivantes : Thierry VINDOLET, Thierry NOEL, Gilles DUTAU, Gabrielle CROUZIL, Marjolaine AVENTURIER, Vincent MEYNIER, Monique BARON, Guillaume BUREL.

Il demande aux groupes minoritaires de proposer trois candidats.

Les candidatures de Mme SIBIEUDE, Mme PAGES, M. CAHSTAING sont proposées.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de procéder à la désignation des membres du comité de suivi de l'Agenda 21 à main levée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de désigner en qualité de membres du comité de suivi de l'Agenda 21 :

- Thierry VINDOLET,
- Thierry NOEL,
- Gilles DUTAU,
- Gabrielle CROUZIL,
- Marjolaine AVENTURIER,
- Vincent MEYNIER,
- Monique BARON,
- Guillaume BUREL,
- Marie-Noëlle SIBIEUDE
- Cécile PAGES
- Michel CHASTAING

et les représentants des associations suivantes :

- Mille Patte de Clapiers,
- Lez Vivant,
- Clap Bike,
- Chasse Saint-Hubert,
- Foyer du Romarin.

07 – AFFAIRES GENERALES - Reconduction du bail de radiotéléphonie conclu avec la Société ORANGE

Monsieur BASCOUL, Conseiller Municipal, délégué aux travaux, rappelle que par délibération en date du 29 mars 2007, le Conseil Municipal a décidé d'autoriser l'implantation d'un relais de radiotéléphonie sur une partie d'un terrain communal, situé rue du Paraguay, cadastré n°58 section CD, par la société ORANGE.

A cet effet une convention avait été conclue pour une durée de 10 ans, moyennant le versement d'un loyer annuel d'un montant de 8 000,00 € nets.

La société ORANGE a demandé le renouvellement de cette convention.

A cet effet, suite aux négociations entreprises, il propose au conseil municipal :

- de conclure un nouveau bail, ci-joint, à compter du 15 juin 2016, pour une durée de 10 ans et moyennant un loyer annuel d'un montant de 10 000,00 € qui sera augmenté chaque année de 2 % à la date anniversaire de la signature du bail,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à le signer ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

- de conclure un nouveau bail, ci-joint, à compter du 15 juin 2016, pour une durée de 10 ans et moyennant un loyer annuel d'un montant de 10 000,00 € qui sera augmenté chaque année de 2 % à la date anniversaire de la signature du bail,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à le signer ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

08 – AFFAIRES GENERALES - Convention d'occupation du domaine public pour l'installation et l'hébergement d'équipement de télé relève GRDF

Monsieur BASCOUL, Conseiller Municipal, délégué aux travaux indique au Conseil Municipal que GRDF gère en France le réseau de distribution de gaz naturel qui regroupe l'ensemble des canalisations assurant l'acheminement du gaz naturel vers les consommateurs.

Depuis plusieurs années, les attentes des clients et des fournisseurs, relayées par les autorités concédantes et les associations, s'expriment en faveur d'une plus grande fiabilité du comptage, d'une augmentation de la fréquence des relevés pour une meilleure maîtrise des consommations, de la mise à disposition de données pour une facturation systématique sur index réel.

C'est dans cette perspective que GRDF a mis en place un système de comptage automatisé du gaz naturel permettant de relever à distance les consommations des particuliers et des professionnels.

Ce système a été dénommé « Compteurs Communicants Gaz » ; il poursuit deux objectifs majeurs qui sont :

- Le développement de la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition plus fréquente de données de consommation,
- L'amélioration de la qualité de la facturation et de la satisfaction des clients par une facturation systématique sur index réel et la suppression des estimations de consommation.

Pour répondre à ces objectifs, GRDF développe la mise en œuvre de ses nouveaux services qui nécessitent :

- Le remplacement des 11 millions de compteurs de gaz existants,
- L'installation sur des points hauts de 15 000 concentrateurs,
- La mise en place de nouveaux systèmes d'information pour ainsi recevoir et traiter chaque jour 11 millions d'index de consommation en mètres cubes, les transformer en KW/h et les publier aux fournisseurs et aux consommateurs, en garantissant des délais courts et une haute performance de l'ensemble de la chaîne.

A ce titre, GRDF a sollicité la Ville de Clapiers, afin de convenir ensemble d'une convention de partenariat en vue de faciliter l'accueil sur son territoire d'équipements techniques nécessaires au déploiement de ce projet d'efficacité énergétique.

Il précise que l'opération se déroule en deux temps.

Dans un premier temps, GRDF sélectionne avec la Commune un certain nombre de sites et définit les conditions d'hébergement inscrites dans une convention cadre et dans un deuxième temps les sites sont arrêtés et la Commune conclue avec GRDF une convention particulière par site.

Il indique que le plus haut point relevé pour Clapiers concerne l'église.

Il précise que la convention cadre est conclue pour une durée de 20 ans et que le montant de la redevance annuelle perçue par la Commune s'élève à la somme de 50 € HT.

Il propose donc au Conseil Municipal d'approuver les termes de ces deux conventions ci-jointes, et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à les signer ainsi que toute pièce se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité absolue (25 voix pour, 1 voix contre, 1 abstention), d'approuver les termes de ces deux conventions ci-jointes, et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à les signer ainsi que toute pièce se rapportant à cette affaire.

09 – FINANCES - Attribution de subventions aux associations

Madame GABORIT, 1^{ère} adjointe, Déléguée aux finances, propose au Conseil Municipal d'attribuer les subventions aux associations suivantes au titre de l'exercice 2016 :

Désignation	Fonctionnement	Exceptionnelle
Ecole de Musique de Clapiers	17 620 €	
Grand Ecran 2001	600 €	
Clapiers Country Dance	400 €	200 €
Les Amis de la Nature	300 €	
Comité de Jumelage	1 500 €	
MaDe4Elles		150 €
Total	20 420 €	350 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve cette affaire à l'unanimité et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document s'y rapportant.

10 – PERSONNEL - Indemnité spéciale mensuelle de fonction de police municipale

Monsieur Thierry NOËL, Adjoint délégué au personnel, rappelle que par délibération n° 9 du 21 mai 2008, le Conseil Municipal avait décidé de porter l'indemnité spéciale mensuelle de fonction de police municipale à 20% pour l'ensemble des policiers municipaux de la Commune.

Afin de tenir compte de l'évolution de la réglementation en la matière, il explique qu'il serait souhaitable de réactualiser cette indemnité spéciale mensuelle de fonction.

Il propose au Conseil Municipal que les taux individuels maximum pouvant être attribués soient de :

- 20% pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,
- 22% pour les chefs de service de police municipale principal de 2^{ème} classe (jusqu'au 4^{ème} échelon inclus) et chef de service de police municipale (jusqu'au 5^{ème} échelon inclus),
- 30% pour les chefs de service de police municipale principal de 1^{ère} classe, les chefs de service de police municipale principal de 2^{ème} classe (à partir du 5^{ème} échelon) et chefs de service de police municipale (à partir du 6^{ème} échelon),

Il indique que les montants individuels attribués actuellement varieront et pourront être revus à la hausse ou à la baisse par l'autorité territoriale en fonction du supplément de travail fourni et de l'importance des sujétions auxquels les bénéficiaires sont appelés à faire face dans l'exercice de leurs fonctions.

Le bénéfice de cette indemnité sera notifié aux agents appartenant aux cadres d'emplois de chef de service de police municipale et d'agent de police municipale par voie d'arrêté individuel d'attribution.

Monsieur NOËL rappelle également, conformément à la délibération du Conseil Municipal N° 2015/06/06 du 28 mai 2015, que cette prime est :

- Maintenue en intégralité en cas de congés annuels, d'accident de service, de trajet ou maladie professionnelle, de congé paternité/maternité/adoption, temps partiel thérapeutique.
- Maintenue à hauteur du traitement en cas de maladie ordinaire c'est-à-dire en intégralité pendant 90 jours puis à 50% au-delà de 90 jours de maladie ordinaire.
- Supprimée en cas de congé de longue maladie, de congé de longue durée, de congé de grave maladie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré est à l'unanimité, accepte de porter les taux individuels maximum tels que mentionnés ci-dessus et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout acte relatif à cette indemnité.

11 – PERSONNEL - Approbation du Plan de Formation

Monsieur Thierry NOËL, Adjoint délégué au personnel, rappelle que la Commune a engagé la mise en place d'un Plan de Formation.

Le règlement de formation adopté lors du Conseil Municipal, en séance du 20 novembre 2015 a été la première étape de la mise en place de cette procédure.

Ce Plan de Formation, tel qu'annexé à la présente, est un outil de gestion des ressources humaines au service des collectivités territoriales permettant de répondre à la bonne réalisation des missions de service public.

Il permet d'acquérir, de maintenir, et de développer les compétences nécessaires à son exécution.

Il va également traduire la stratégie de formation de la Commune en matière de développement des compétences de ses agents et de ses services en lien avec les projets de celle-ci.

Il permet donc d'assurer la cohérence entre les orientations générales de la collectivité en matière de formation-gestion des ressources humaines et les souhaits individuels des agents.

Il précise que les coûts de formation seront pris en charge par la Commune uniquement lorsqu'ils ne font pas déjà l'objet d'un financement dans le cadre du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T.).

Monsieur NOËL ajoute que ce plan sera transmis à la délégation compétente du C.N.F.P.T.

Il indique que le comité technique a rendu un avis favorable sur le projet de Plan de Formation des agents de la commune pour l'année 2016, au cours de sa séance du 14 avril 2016.

Il propose donc au Conseil Municipal d'approuver le Plan de Formation 2016 ci-annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, approuve le plan de formation des agents de la Commune pour l'année 2016 et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document relatif à l'exécution de ce plan.

12 – PETITE ENFANCE / ENFANCE / JEUNESSE - Convention relative à l'extension des moyens humains dévolus au Relais d'Assistantes Maternelle (RAM) de Castelnau le Lez, Clapiers et le Crès

Madame DAVY, Conseillère Municipale déléguée à la petite enfance, rappelle au Conseil Municipal qu'en date du 20 juillet 2004, une convention a été conclue entre les communes de Castelnau le Lez, Clapiers et le Crès pour la création d'un Relais d'Assistantes Maternelles (RAM).

Elle précise que cette démarche s'inscrivait non seulement dans un processus de dynamisation des actions entreprises à l'égard de la petite enfance sur le territoire communal mais aussi dans une politique globale de rationalisation des dépenses trouvant ainsi sa source dans la mutualisation de services.

Elle indique qu'à l'heure actuelle sur un total de 30 assistantes maternelles agréées sur Clapiers, 12 fréquentent cette structure.

Elle rappelle que les dépenses de fonctionnement du RAM sont financées par la Caisse d'Allocations Familiales à hauteur de 43% des dépenses globales de fonctionnement, par le Conseil Départemental à hauteur de 33 % des dépenses de personnel et par les 3 communes adhérentes au prorata de leur population respective.

Elle précise que les dépenses d'investissement engagées par les communes relèvent de leur seule responsabilité financière.

Elle indique qu'afin de faire face à l'augmentation continue du nombre d'assistantes maternelles dans les 3 communes, il convient d'augmenter le temps de travail dévolu à l'animation de cette structure et de le porter à 1,5 équivalent temps plein, étant précisé qu'il était initialement de 0,8, puis de 1 depuis 2008.

Par ailleurs, elle propose de procéder à une actualisation annuelle de la clé de répartition des participations des 3 communes.

Elle précise que pour l'année 2016, la participation de la Commune de Clapiers à cette structure intercommunale, s'élèvera à la somme de 3 679,54 € et l'augmentation de la participation induite par celle des effectifs s'élève à la somme de 1 069,12 €.

Elle propose au Conseil Municipal d'approuver les termes de la convention ci-jointe et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à la signer ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver les termes de la convention ci-jointe et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à la signer ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

13 – PETITE ENFANCE / ENFANCE / JEUNESSE - Avenant à la convention relative au fonctionnement du Point Information Jeunesse

Monsieur UGUEN, Conseiller Municipal délégué à la jeunesse, rappelle au Conseil Municipal qu'une convention de labellisation pour l'ouverture d'un Point d'Information Jeunesse (PIJ) a été conclue en date du 3 avril 2013.

Ce PIJ est situé à l'Espace Culturel Jean Penso dans une structure dénommée Espace Ressources Informations et Conseils.

Il rappelle les objectifs de ce dispositif qui sont les suivants :

- Répondre à un besoin de conseil et d'information sur les parcours professionnels ;
- Permettre un suivi individualisé des parcours d'insertion ;
- Puisse être sollicité par les partenaires éducatifs pour construire des partenariats.

Ce service répond également à d'autres exigences :

- Il n'existe pas de lieu ressource de ce type sur la commune, les jeunes doivent se rendre à Montpellier ;
- Il est un espace de coordination et d'identification des réseaux d'orientation pour faire face à la complexification et l'hétérogénéité des parcours individuels d'insertion ;
- Il sert d'outil à l'ensemble des partenaires locaux de l'action éducative ;
- Il est le lieu de coordination du réseau éducatif local ;
- Il est un pôle ressource et un pôle d'impulsion de projets ;
- Il propose une information globale sur tous les domaines liés aux problématiques d'insertion (formation, loisirs, santé, emploi, logement, la mobilité...) ;
- Il est un service connecté et intégré à des réseaux éducatifs et d'échanges de pratiques professionnelles d'autres territoires ;
- Il accompagne les jeunes collectivement ou individuellement dans leur processus d'autonomisation.

Le PIJ répond à une mission d'intérêt public, soutenue par la Direction de la Jeunesse, des Sports, de l'Education Populaire et de la Vie associative dans un cadre conventionnel.

Le PIJ répond aux thématiques suivantes :

- L'orientation et la formation tout au long de la vie (FTLV) ;
- L'éducation formelle et non-formelle ;
- Les métiers, leurs débouchés, les voies de formation qui y conduisent ;
- Tous les sujets qui intéressent les jeunes : emploi, formation continue, santé et vie pratique, sports et loisirs, initiatives et projets, mobilité européenne et internationale.

Il assure le droit à l'information pour tous les jeunes, un droit qui :

- Favorise l'accès à l'autonomie et à la responsabilité ;
- Permet d'agir en citoyen éclairé
- Est un élément de la formation permanente ;
- Facilite la mobilité internationale.

Après 3 années d'existence, il propose au Conseil Municipal de conclure un avenant, ci-joint, à la convention afin de la prolonger pour une période de 3 ans, et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à le signer ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de conclure un avenant, ci-joint, à la convention afin de la prolonger pour une période de 3 ans,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à le signer ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.